

DÉLIBÉRATION 2019 37 –
Approbation du Budget primitif 2020 - Budget principal

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Reportée au 19 décembre faute de quorum

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'année 2020. Ce dernier est établi et équilibré sur la base d'un prévisionnel avec reprise des résultats antérieurs et des restes à réaliser.

BUDGET PRINCIPAL (socle commun Autolib')

La fin de la DSP constatée en juin 2018 a entraîné une modification de la forme du budget. Le budget principal était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipements) qui ne faisaient que transiter par le Syndicat, ces flux n'existent plus, le budget est maintenant équilibré par une contribution des collectivités. Cette forme perdurera, temps que les procédures en lien avec la résiliation se poursuivent et que l'emprunt n'est pas totalement remboursé.

Dépenses de fonctionnement
(10 890 445,45€)

○ **Dépenses réelles de fonctionnement (6 236 315,00 €) :**

Remboursement des intérêts de l'emprunt

213 010 € (3,42% des dépenses réelles)

Le Syndicat rembourse chaque année l'emprunt de 18 M€ contracté en 2011, qui a servi à densifier le maillage de stations. Les intérêts pour 2020 s'élèvent à 213 010 €, en baisse de 79 008 € par rapport à 2019 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital en annuité fixe, de 1,8 M€ est porté en section d'investissement.

Charges de personnel

1 223 650 € (19,62% des dépenses réelles)

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 802 650 € en 2020 contre 1 906 400 € en 2019 soit une baisse 5,44 %.

La répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2020, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Charges de gestion courante

644 355,00€ (10,33% des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire regroupe l'ensemble des autres charges de gestion courante (hors loyer), ces dépenses sont inscrites pour faire face notamment aux différentes procédures dans le cadre de la résiliation de la DSP (frais juridiques, AMO, comité de conciliation, ...).

- Honoraires (370 000 €), stable par rapport à l'exercice 2019.
- Contrats de prestation de service techniques et autres frais divers (142 545,00 €), ce poste est en baisse par rapport à 2019 de l'ordre de : -221 517 € soit : - 61 %, en effet des crédits spécifiques avaient été inscrits en 2019 pour faire face aux dépenses relatives au déménagement du Syndicat dans de nouveaux locaux.
- Indemnités des élus (44 000 €) ;
- Maintenance, rapport d'activité, fonctionnement courant, ...

Loyer

150 300 € (2,41% des dépenses réelles)

Le Syndicat a déménagé dans de nouveaux locaux en 2019, la diminution de la surface et l'emplacement de ces nouveaux locaux ont engendré une économie substantielle du loyer par rapport à 2019 de l'ordre de : - 155 700€ soit une économie réalisée de 50,88%.

Charges exceptionnelles

5 000 € (0,08 % des dépenses réelles)

Ce poste budgétaire est considérablement réduit, en effet en 2019 le Syndicat avait dû faire face au règlement de 1,9 M€ correspondant au report de l'indemnité prévue par le protocole n°1 visant au maintien du service entre le 25 juin et le 31 juillet 2018:

En outre, 262 k€ de crédits ont été utilisés pour couvrir les annulations de titres sur exercices antérieurs.

Dotations provisions

4 000 000 € (64,14 % des dépenses réelles)

En 2019, le syndicat avait mis en place une provision de 20 millions d'euros pour risques, dans le cadre de la résiliation de la DSP, et prévu de la constituer par étalement. Ainsi, 4 millions d'euros ont été votés au budget 2019.

A ce jour, la nécessité d'une provision est maintenue, et après expertise son montant à hauteur de 20 millions d'euros est confirmé.

Il est donc impératif de procéder à la constitution de la deuxième échéance de la provision de 4 millions d'euros visant à couvrir l'indemnité de résiliation que le Syndicat aura à payer dans le futur.

○ **Dépenses d'ordre (3 378 879,31 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le Syndicat pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Virement à la section d'investissement (1 275 251,14 €) :**

Une partie de l'excédent potentiel de fonctionnement fait l'objet d'un virement à la section d'investissement pour l'équilibre de cette section.

**Recettes de fonctionnement
(10 890 445,45€)**

○ **Recettes réelles de fonctionnement (8 046 535 €) :**

Contribution des Villes adhérentes

6 572 600 € (81,68% des recettes réelles)

Pour mémoire, la contribution obligatoire des collectivités au fonctionnement du Syndicat pour le socle commun Autolib' telle que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat était fixée en 2019 à 6 000 € décomposée comme suit :

- 2 400€ permettant de couvrir les dépenses de fonctionnement du Syndicat.
- 3 600€ permettant la couverture des provisions.

La construction budgétaire 2020 permet d'envisager une baisse de 100€ sur la contribution relative aux frais de fonctionnement du Syndicat, portant ainsi la contribution 2020 à 2 300€. Soit une contribution 2020 totale par station de 5 900€.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt

444 625 € (5,52% des recettes réelles).

Le Syndicat a contracté un emprunt en 2011 permettant ainsi à plusieurs Collectivités d'opter pour l'étalement du financement de leurs stations.

Elles procèdent donc annuellement au remboursement de ces annuités d'emprunt, qui sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Mise à disposition de personnel facturé au budget annexe de la Régie Velib' et dépenses réalisées par le Budget Autolib' pour le compte du Budget annexe de la régie Velib' (refacturation)

1 004 000 € (12,47% des recettes réelles)

Le personnel mutualisé, affecté principalement aux tâches administratives, financières juridiques et comptables, le loyer et les autres frais généraux font l'objet d'une refacturation au Budget annexe.

○ **Recettes d'ordre (2 843 910,45 €) :**

Elles correspondent au transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

Dépenses d'investissement (4 656 910,45 €)

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20191219-2019-37-DE
Date de télétransmission : 23/12/2019
Date de réception préfecture : 23/12/2019

○ **Dépenses réelles d'investissement (1 813 000 €) :**

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement intègrent :

1. Le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de : 1 800 000 € soit 99,28% des dépenses réelles.
2. Les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels, cautions et d'éventuels travaux : 13 000 € soit 0,72% des dépenses réelles.

○ **Dépenses d'ordre (2 843 910,45 €) :**

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

Recettes d'investissement (4 656 910,45 €)

○ **Recettes réelles d'investissement (2 780 €) :**

Les recettes réelles d'investissement sont les recettes de FCTVA.

○ **Recettes d'ordre (3 378 879,31 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et des amortissements en matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

Virement depuis la section de fonctionnement (1 275 251,14 €)

Bilan

La section de fonctionnement est en équilibre.
La section d'investissement est en équilibre.

La Présidente

DÉLIBÉRATION 2019 37 –
Approbation du Budget primitif 2020 - Budget principal

Séance du Comité syndical du 12 décembre 2019

Reportée au 19 décembre faute de quorum

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,
Vu l'instruction budgétaire M14,
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole,
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations,
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions,
Vu la délibération 2019 30 du 06 novembre 2019 relative au Débat d'Orientations Budgétaires,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1^{er} : APPROUVE le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2020 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 10 890 445,45 euros
- Recettes : 10 890 445,45 euros

Investissement

- Dépenses : 4 656 910,45 euros
- Recettes : 4 656 910,45 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

Article 2 : DÉCIDE que la Présidente est autorisée à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2020 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.



La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement